Statistiques économiques

Statistiques financières des administrations publiques locales du Québec

1986

75 ANS DE FIABILITÉ

Bureau de la statistique du Québec

Pour tout renseignement concernant le BSQ
et les données statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser au:

Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucun frais d'appel)

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Premier trimestre 1988
ISBN 2-550-18503-X

Tirage limité.
Toute reproduction ou utilisation du contenu
de cette publication est autorisé à condition
de mentionner la source.

Le Bureau de la statistique du Québec présente Statistiques financières des administrations publiques locales du Québec, 1986.

L'organigramme de la page 9 présente l'ensemble de l'univers du secteur public au Québec. La présente publication couvre la partie ombragée, c'est-à-dire les municipalités locales (municipalités et régies intermunicipales) et les municipalités régionales (communautés urbaines et régionales et municipalités régionales de comté).

Les statistiques sont présentées selon le système statistique de gestion des finances publiques de Statistique Canada (voir notes méthodologiques). L'utilité de ce système est d'établir, dans la mesure du possible, l'uniformité et la cohérence des données des différentes composantes des administrations publiques locales.

Conformément à ce système de référence, nous reproduisons pour l'administration publique locale et pour chacune de ses composantes, les revenus généraux bruts selon la source, les dépenses générales brutes selon la fonction et par catégorie, les dépenses en immobilisations, l'actif financier et le passif. Un tableau croisé établit le lien entre les dépenses selon la fonction et par catégorie. De plus, des tableaux de réconciliation sont présentés afin de permettre une meilleure compréhension de la méthodologie retenue, laquelle consiste à ramener sur la base du système de référence les données extraites des états financiers de chacune des composantes.

En annexe, nous présentons les notes méthodologiques pertinentes à la normalisation des données de base et une brève description de l'univers des administrations publiques locales.

De nombreuses personnes au sein du ministère des Affaires municipales, du ministère des Transports, de Statistique Canada, du Bureau de la statistique du Québec ainsi que des administrations publiques locales ont collaboré à la réalisation de cet ouvrage; nous désirons donc leur exprimer nos plus sincères remerciements et les prier de nous faire part de toute suggestion susceptible d'améliorer cette publication.

Signes conventionnels

.. Donnée non disponible
... N'ayant pas lieu de figurer
- Néant ou zéro
r Donnée révisée

Avertissement: Du fait que les chiffres sont arrondis, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Cette publication a été réalisée par:

Yves Sigmen
de la Direction des statistiques financières

Avec la collaboration de:

Nicole Carlos
Marc-André Carreau
Arthur Lefebvre
Réal Mathieu

Pour tout renseignement concernant le contenu de cette publication:

Direction des statistiques financières
Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André, 4e étage
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5020

Table des matières

Modification à la présente édition 7

Organigramme du secteur public au Québec 9

Chapitre 1
Faits saillants 11

Revenus généraux bruts 11
Dépenses générales brutes 12
Actif financier 13
Passif 14

Chapitre 2
Tableaux statistiques 15

Annexe 1
Notes méthodologiques 31

Annexe 2
Univers des administrations publiques locales 35

Liste des tableaux

1.1 Revenus généraux bruts consolidés des administrations publiques locales selon la source, Québec, 1983, 1986 11

1.2 Dépenses générales brutes consolidées des administrations publiques locales par fonction, Québec, 1983, 1986 12

1.3 Actif financier des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre 1983 et 1986 13

1.4 Passif des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre 1983 et 1986 14

2.1 Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la source, par composante, Québec, 1986 15

2.2 Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction et par composante, Québec, 1986 16

2.3 Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par catégorie et par composante, Québec, 1986 17

2.4 Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction et par catégorie, Québec, 1986 18

2.5 Dépenses en immobilisations des administrations publiques locales par fonction et par composante, Québec, 1986 20

2.6 Actif financier des administrations publiques locales par composante, Québec, 31 décembre 1986 21

2.7 Passif des administrations publiques locales par composante, Québec, 31 décembre 1986 22

2.8 Réconciliation des revenus généraux bruts des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 1986 23

2.9 Réconciliation des dépenses générales brutes des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 1986 24

2.10 Réconciliation de l'actif financier des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 31 décembre 1986 25

2.11 Réconciliation du passif des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 31 décembre 1986 26

2.12 Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la source, Québec, 1983-1986 27

2.13 Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction, Québec, 1983-1986 28

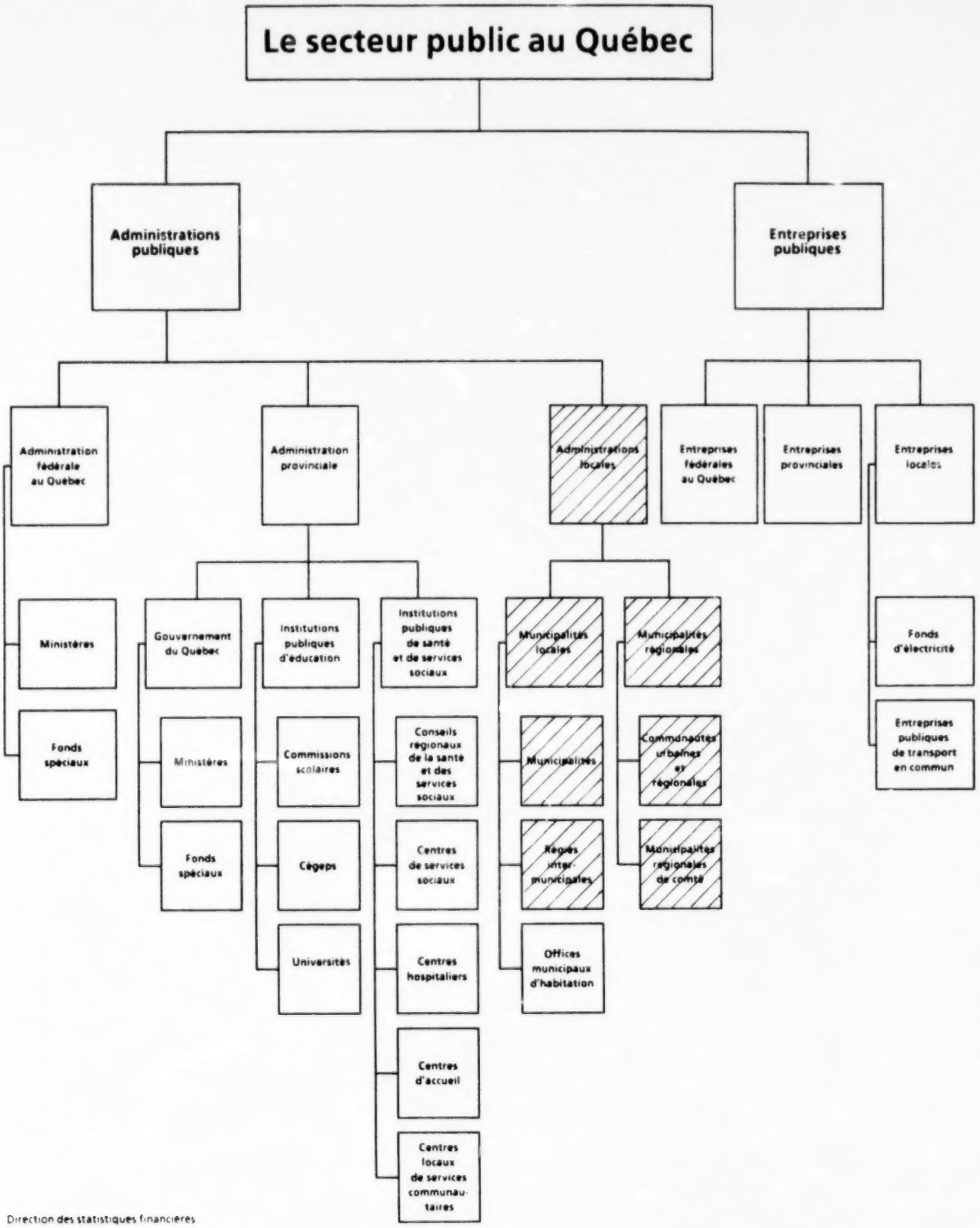
2.14 Actif financier des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre, 1983-1986 29

2.15 Passif des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre, 1983-1986 30

Modification à la présente édition

Une seule modification est introduite dans la présente version: Les conseils intermunicipaux de transport qui sont des organismes faisant partie des régies intermunicipales sont couverts dans nos statistiques.

Le secteur public au Québec



Direction des statistiques financières
Bureau de la statistique du Québec

REVENUS GÉNÉRAUX BRUTS

Pour l'exercice financier 1986, les revenus généraux bruts consolidés des administrations publiques locales atteignent 5 401,5 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 7,4 % par rapport aux revenus de 1985. Cette croissance est principalement due à la hausse des revenus relatifs aux impôts fonciers et connexes (258,5 millions de dollars).

Les revenus de sources propres demeurent la principale source de revenus des administrations publiques locales. Ces revenus totalisent 4 475,3 millions de dollars en 1986, ce qui correspond à 82,9 % des revenus généraux bruts totaux. Cependant, lorsque l'on considère chacune des composantes des administrations publiques locales, on remarque que les revenus de sources propres ne représentent respectivement que 28,8 %, 4,6 % et 14,2 % des revenus totaux des régies intermunicipales, des communautés urbaines et régionales et des municipalités régionales de comté comparativement à 86,3 % pour les municipalités. Pour ces intervenants, ce sont les transferts qui constituent leur principale source de revenus, représentant 71,2 % des revenus totaux des régies intermunicipales, 95,4 % de ceux des communautés urbaines et régionales et 85,8 % de ceux des municipalités régionales de comté.

Enfin, au cours de la période 1983-1986, les revenus généraux bruts des administrations publiques locales s'accroissent à un taux composé annuel moyen de 6,3 %, passant de 4 493,4 millions de dollars en 1983 à 5 401,5 millions de dollars en 1986. Les revenus de sources propres augmentent en moyenne de 6,8 % et les revenus de transferts gouvernementaux de 4,2 %. La part relative des revenus de sources propres s'accroît de 81,8 % à 82,9 % au cours de cette période tandis que la part relative des transferts diminue de 18,2 % à 17,1 %.

Tableau 1.1
Revenus généraux bruts consolidés des administrations publiques locales selon la source, Québec, 1983, 1986

Source	1983		1986		Taux de croissance 1986/1983
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%
Revenus de sources propres	**3 674,1**	**81,8**	**4,475,3**	**82,9**	**6,8**
Impôts	2 819,4	62,7	3 420,0	63,3	6,6
Vente de biens et services	589,4	13,1	786,9	14,6	10,1
Revenus de placements	99,8	2,2	120,2	2,2	6,4
Autres	165,4	3,7	148,2	2,7	(3,6)
Transferts	**819,3**	**18,2**	**926,3**	**17,1**	**4,2**
À des fins générales	344,5	7,7	397,8	7,4	4,9
À des fins particulières	386,9	8,6	422,7	7,8	3,0
Subventions de capital	87,9	2,0	105,8	2,0	6,4
Total	**4 493,4**	**100,0**	**5 401,5**	**100,0**	**6,3**

DÉPENSES GÉNÉRALES BRUTES

Les dépenses générales brutes consolidées des administrations publiques locales atteignent 5 925,7 millions de dollars en 1986, ce qui représente une hausse de 6,0 % sur leurs dépenses de 1985. Les fonctions de dépenses qui ont subi les plus fortes augmentations en 1986 sont celles liées à l'environnement avec 148,1 millions de dollars, aux transports et communications avec 93,2 millions de dollars et à la protection de la personne et de la propriété avec 48,0 millions de dollars.

En 1986, les principales fonctions de dépenses des administrations publiques locales sont les transports et communications avec une part relative de 19,4 %, l'environnement avec 16,7 %, le service de la dette avec 16,1 %, la protection de la personne et de la propriété avec 14,8 % et les services généraux avec 13,3 %.

Les dépenses en immobilisations des administrations publiques locales totalisent, en 1986, 1 305,1 millions de dollars. Les dépenses en immobilisations des municipalités représentent 81,3 % de ce montant. Les dépenses en immobilisations se répartissent principalement entre les fonctions environnement (43,1 %) et les transports et communications (31,5 %).

L'analyse des dépenses générales brutes par catégorie (tableau 2.3) montre que les sommes consacrées à l'achat de biens et services s'élèvent à 3 522,1 millions de dollars (59,4 % des dépenses totales), celles reliées aux intérêts sur la dette atteignent 951,4 millions

Tableau 1.2
Dépenses générales brutes consolidées des administrations publiques locales par fonction, Québec, 1983, 1986

Fonction	1983		1986		Taux de croissance 1986/1983
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%
Services généraux	905,3	19,5	787,8	13,3	(4,5)
Protection de la personne et de la propriété	646,6	13,9	875,1	14,8	10,6
Transports et communications	870,8	18,8	1 151,8	19,4	9,8
Santé	5,3	0,1	6,7	0,1	8,1
Bien-être	21,3	0,5	26,6	0,4	7,7
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	20,9	0,5	32,0	0,5	15,3
Environnement	596,6	12,9	987,4	16,7	18,3
Loisirs et culture	411,0	8,9	577,5	9,7	12,0
Logement	33,8	0,7	29,4	0,5	(4,5)
Planification et aménagement des régions	105,6	2,3	143,1	2,4	10,7
Transferts aux entreprises publiques locales	126,1	2,7	147,1	2,5	5,3
Service de la dette	773,7	16,7	951,4	16,1	7,1
Autres dépenses	118,3	2,5	209,8	3,5	21,0
Total	**4 635,5**	**100,0**	**5 925,7**	**100,0**	**8,5**

de dollars (16,1 % des dépenses totales), celles versées en transferts totalisent 147,0 millions de dollars (2,5 %) et celles allouées aux dépenses en capital 1 305,1 millions de dollars (22,0 % des dépenses totales).

Les dépenses en biens et services englobent celles relatives à la rémunération et aux avantages sociaux, à l'entretien des travaux de génie, au transport, etc.

Les sommes consacrées à l'achat de biens et services sont partagées principalement entre les fonctions protection de la personne et de la propriété (853,9 millions de dollars), services généraux (751,1 millions de dollars) et transports et communications (741,0 millions de dollars).

Au cours de la période 1983-1986, les dépenses des administrations publiques locales passent de 4 635,5 millions de dollars en 1983 à 5 925,7 millions de dollars en 1986, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 8,5 %. Pendant cette période, ce sont les fonctions de dépenses "environnement" et "conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie" qui se sont accrues le plus rapidement et ce, à des taux respectifs de 18,3 % et 15,3 %. Les nouvelles sommes consacrées à ces deux fonctions de dépenses expliquent respectivement 30,3 % et 0,9 % de l'accroissement total des dépenses survenu entre 1983 et 1986, comparativement à 21,8 % pour la fonction "transports et communications" et 17,7 % pour la fonction "protection de la personne et de la propriété".

ACTIF FINANCIER

L'actif financier consolidé des administrations publiques locales totalise 1 110,3 millions de dollars au 31 décembre 1986.

Les effets à recevoir constituent le principal poste d'actif des administrations publiques locales. Au 31 décembre 1986, ces créances atteignent 490,1 millions de dollars, soit 44,1 % de l'actif financier. Les taxes représentent 46,7 % de ces effets à recevoir, soit 228,6 millions de dollars.

L'encaisse et les dépôts dans les institutions financières, avec 372,1 millions de dollars, et les placements, avec 223,9 millions de dollars, demeurent les deux autres principaux postes

Tableau 1.3
Actif financier des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre 1983 et 1986

Actif financier	1983		1986		Taux de croissance 1986/1983
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%
Encaisse et dépôts	321,4	30,4	372,1	33,5	5,0
Effets à recevoir	506,3	48,0	490,1	44,1	(1,1)
Prêts et avances	0,1	0,0	-	-	-
Placements	184,6	17,5	223,9	20,2	6,6
Hypothèques et contrats de vente	3,2	0,3	2,7	0,2	(5,5)
Autres actifs financiers	40,1	3,8	21,5	1,9	(18,8)
Total	**1 055,7**	**100,0**	**1 110,3**	**100,0**	**1,7**

d'actif des administrations publiques locales.

Au cours de la période 1983-1986, l'actif financier consolidé des administrations publiques locales passe de 1 055,7 millions de dollars à 1 110,3 millions de dollars, enregistrant ainsi une hausse annuelle moyenne de 1,7 %. Pendant cette période, les postes "encaisse et dépôts" et "placements" se sont accrus à des taux de 5,0 % et 6,6 %. Par contre, les effets à recevoir ont subi une baisse annuelle moyenne de 1,1 % et les autres actifs financiers ont diminué de 18,8 %.

PASSIF

Le passif total consolidé des administrations publiques locales atteint 9 766,9 millions de dollars au 31 décembre 1986, ce qui correspond à un excédent de 8 656,6 millions de dollars sur leur actif financier.

La dette à long terme contractée pour le financement des immobilisations constitue le principal poste du passif des administrations publiques locales. Au 31 décembre 1986, elle se chiffre à 8 416,8 millions de dollars et représente 86,2 % du passif total. Les obligations composent 97,0 % de la dette à long terme.

La dette à long terme des municipalités québécoises représente 76,2 % de la dette à long terme totale des administrations publiques locales. Par ailleurs, l'importance relative de la dette à long terme des municipalités constitue 85,1 % de leur passif. Pour les régies intermunicipales, les communautés urbaines et régionales et les municipalités régionales de comté, cette part relative est respectivement de 84,6 %, 89,6 % et 50,5 %.

Les effets à payer qui correspondent à 6,3 % du passif total et les emprunts à court terme avec 3,3 % du passif total sont les autres principaux postes du passif des administrations publiques locales.

Le passif consolidé des administrations publiques locales passe de 8 029,1 millions de dollars en 1983 à 9 766,9 millions de dollars en 1986, enregistrant ainsi une croissance annuelle moyenne de 6,7 %. On remarque que les emprunts auprès d'institutions financières augmentent de 23,3 % au cours de cette période, les effets à payer de 7,8 %, la dette à long terme de 5,8 % et les autres passifs de 16,1 %.

Inversement, les emprunts et avances diminuent, pendant cette période, de 36,6 % en moyenne par année.

Tableau 1.4
Passif des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre 1983 et 1986

Passif	1983		1986		Taux de croissance 1986/1983
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%
Emprunts auprès d'institutions financières	174,3	2,2	326,8	3,3	23,3
Emprunts et avances	5,1	0,1	1,3	-	(36,6)
Effets à payer	490,4	6,1	615,0	6,3	7,8
Dette à long terme	7 098,8	88,4	8 416,8	86,2	5,8
Autres passifs	260,4	3,2	407,1	4,2	16,1
Total	**8 029,1**	**100,0**	**9 766,9**	**100,0**	**6,7**

Tableau 2.1
Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la source, par composante, Québec, 1986

Source	Municipalités locales		Municipalités régionales		Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté			
			'000 $				
Revenus de sources propres	**4 423 245**	**11 975**	**36 019**	**6 513**	**4 477 752**	**2 496**	**4 475 256**
Impôts	3 420 017	-	-	-	3 420 017	-	3 420 017
Impôts fonciers et impôts connexes	3 319 459	-	-	-	3 319 459	-	3 319 459
Taxes foncières générales	2 085 660	-	-	-	2 085 660	-	2 085 660
Taxes foncières particulières	568 174	-	-	-	568 174	-	568 174
Taxes d'affaires	437 707	-	-	-	437 707	-	437 707
Subventions tenant lieu d'impôt foncier	116 726	-	-	-	116 726	-	116 726
Autres	111 192	-	-	-	111 192	-	111 192
Taxes sur les spectacles et les droits d'entrée dans les lieux de divertissement	24 742	-	-	-	24 742	-	24 742
Impôts divers	75 816	-	-	-	75 816	-	75 816
Vente de biens et services	761 552	11 290	11 522	4 996	789 360	2 469	786 891
À d'autres administrations publiques	3 034	822	-	2 676	6 532	2 469	4 063
À la collectivité	758 518	10 468	11 522	2 320	782 828	-	782 828
Revenus de placement	104 795	320	14 445	600	120 160	-	120 160
Autres revenus de sources propres	136 881	365	10 052	917	148 215	27	148 188
Transferts	**699 197**	**29 566**	**749 580**	**39 311**	**1 517 664**	**591 389**	**926 275**
À des fins générales	383 974	23 409	539 046	9 178	955 607	557 794	397 813
De l'administration fédérale	46 907	183	-	-	47 090	-	47 090
De l'administration provinciale	325 577	3 132	10 524	-	339 233	-	339 233
Des administrations locales	-	20 094	528 522	9 178	557 794	557 794	-
Des entreprises publiques fédérales	11 490	-	-	-	11 490	-	11 490
Autres	-	-	-	-	-	-	-
À des fins particulières	210 510	6 157	209 573	30 010	456 250	33 595	422 655
De l'administration fédérale	12 602	-	-	687	13 289	-	13 289
De l'administration provinciale	197 908	3 708	190 227	17 523	409 366	-	409 366
Des administrations locales	-	2 449	19 346	11 800	33 595	33 595	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Subventions de capital	104 713	-	971	123	105 807	-	105 807
Total	**5 122 442**	**41 541**	**785 609**	**45 824**	**5 995 416**	**593 885**	**5 401 531**

Tableau 2.2
Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction et par composante, Québec, 1986

Fonction	Municipalités locales		Municipalités régionales		Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté			
			'000 $				
Services généraux	**704 414**	**3 380**	**52 744**	**27 237**	**787 775**	**-**	**787 775**
Exécutif et législatif	49 720	117	3 813	4 391	58 041	-	58 041
Gestion	403 732	2 920	47 476	19 417	473 545	-	473 545
Autres	250 962	343	1 455	3 429	256 189	-	256 189
Protection de la personne et de la propriété	**583 221**	**2 882**	**288 985**	**-**	**875 088**	**-**	**875 088**
Cours de justice	28 865	-	-	-	28 865	-	28 865
Police	270 674	2 292	284 167	-	557 133	-	557 133
Lutte contre les incendies	241 009	590	-	-	241 599	-	241 599
Autres	42 673	-	4 828	-	47 501	-	47 501
Transports et communications	**1 071 320**	**20 379**	**58 857**	**1 248**	**1 151 804**	**-**	**1 151 804**
Administration	166 617	-	-	-	166 617	-	166 617
Chemins et rues	472 399	-	653	28	473 080	-	473 080
Enlèvement de la neige	247 121	-	-	944	248 065	-	248 065
Circulation	21 300	-	-	-	21 300	-	21 300
Stationnement	5 090	-	-	-	5 090	-	5 090
Éclairage des rues	82 973	-	-	-	82 973	-	82 973
Transport en commun	-	19 414	58 204	-	77 618	-	77 618
Transport aérien	-	965	-	-	965	-	965
Autres transports routiers	75 820	-	-	276	76 096	-	76 096
Santé	**5 954**	**-**	**700**	**-**	**6 654**	**-**	**6 654**
Bien-être	**23 818**	**-**	**2 798**	**-**	**26 616**	**-**	**26 616**
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	**27 002**	**1**	**4 405**	**585**	**31 993**	**-**	**31 993**
Environnement	**783 883**	**32 642**	**167 406**	**3 454**	**987 385**	**-**	**987 385**
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	452 860	30 299	12 362	-	495 521	-	495 521
Canalisation d'égouts et traitement des eaux-vannes	154 189	281	142 781	-	297 251	-	297 251
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets	145 973	2 059	7 048	3 206	158 286	-	158 286
Contrôle de la pollution	-	-	2 866	-	2 866	-	2 866
Autres	30 861	3	2 349	248	33 461	-	33 461
Loisirs et culture	**567 267**	**3 771**	**6 332**	**158**	**577 528**	**-**	**577 528**
Loisirs	396 390	2 131	6 168	141	404 830	-	404 830
Culture	166 658	1 014	164	17	167 853	-	167 853
Autres	4 219	626	-	-	4 845	-	4 845
Logement	**29 450**	**-**	**-**	**-**	**29 450**	**-**	**29 450**
Planification et aménagement des régions	**129 828**	**-**	**3 931**	**9 376**	**143 131**	**-**	**143 131**
Urbanisme et zonage	68 687	-	2 234	212	71 133	-	71 133
Aménagement urbain et régional	27 461	-	-	8 789	36 250	-	36 250
Autres	33 676	-	1 697	375	35 748	-	35 748
Transferts	**633 933**	**-**	**104 506**	**-**	**738 439**	**591 388**	**147 051**
Aux administrations publiques locales	591 388	-	-	-	591 388	591 388	-
Aux entreprises publiques locales	42 546	-	104 506	-	147 051	-	147 051
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Service de la dette	**683 934**	**5 570**	**261 228**	**701**	**951 423**	**-**	**951 423**
Autres dépenses	**177 835**	**1 167**	**14 704**	**1 847**	**195 553**	**(14 248)**	**209 801**
Total	**5 421 844**	**69 792**	**966 606**	**44 606**	**6 502 848**	**577 140**	**5 925 708**

Tableau 2.3
Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par catégorie et par composante, Québec, 1986

Catégorie	Municipalités locales		Municipalités régionales		Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté			
				'000 $			
Dépenses en biens et services	**3 043 353**	**29 371**	**392 930**	**42 213**	**3 507 868**	**(14 248)**	**3 522 116**
Intérêts sur la dette	**683 924**	**5 570**	**261 228**	**701**	**951 423**	**-**	**951 423**
Transferts	**633 933**	**-**	**104 506**	**-**	**738 439**	**591 388**	**147 052**
Administrations publiques locales	591 388	-	-	-	591 388	591 388	-
Municipalités	-	-	-	-	-	-	-
Régies	22 542	-	-	-	22 542	22 542	-
Communautés urbaines et régionales	547 868	-	-	-	547 868	547 868	-
Municipalités régionales de comté	20 978	-	-	-	20 978	20 978	-
Entreprises publiques locales	42 546	-	104 506	-	147 052	-	147 052
Dépenses en capital	**1 060 634**	**34 851**	**207 942**	**1 692**	**1 305 119**	**-**	**1 305 119**
Total	**5 421 844**	**69 792**	**966 606**	**44 606**	**6 502 848**	**577 140**	**5 925 788**

Tableau 2.4
Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction et par catégorie, Québec, 1986

Fonction	Biens et services	Intérêts sur la dette	Transferts			
			Administrations publiques locales			
			Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté
			'000 $			
Services généraux	**751 091**	-	-	-	-	-
Exécutif et législatif	58 041	-	-	-	-	-
Gestion	442 725	-	-	-	-	-
Autres	250 325	-	-	-	-	-
Protection de la personne et de la propriété	**853 925**	-	-	-	-	-
Cours de justice	28 865	-	-	-	-	-
Police	548 406	-	-	-	-	-
Lutte contre les incendies	233 929	-	-	-	-	-
Autres	42 725	-	-	-	-	-
Transports et communications	**741 044**	-	-	-	-	-
Administration	136 978	-	-	-	-	-
Chemins et rues	188 693	-	-	-	-	-
Enlèvement de la neige	228 753	-	-	-	-	-
Circulation	20 542	-	-	-	-	-
Stationnement	4 911	-	-	-	-	-
Éclairage des rues	80 003	-	-	-	-	-
Transport en commun	13 816	-	-	-	-	-
Transport aérien	118	-	-	-	-	-
Autres transports routiers	67 230	-	-	-	-	-
Santé	**6 654**	-	-	-	-	-
Bien-être	**26 616**	-	-	-	-	-
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	**28 094**	-	-	-	-	-
Environnement	**424 796**	-	-	-	-	-
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	172 015	-	-	-	-	-
Canalisations d'égouts et traitement des eaux-vanne	71 825	-	-	-	-	-
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets	148 397	-	-	-	-	-
Contrôle de la pollution	2 606	-	-	-	-	-
Autres	29 693	-	-	-	-	-
Loisirs et culture	**487 896**	-	-	-	-	-
Loisirs	390 017	-	-	-	-	-
Culture	97 253	-	-	-	-	-
Autres	626	-	-	-	-	-
Logement	**29 450**	-	-	-	-	-
Planification et aménagement des régions	**131 508**	-	-	-	-	-
Urbanisme et zonage	61 205	-	-	-	-	-
Aménagement urbain et régional	36 067	-	-	-	-	-
Autres	34 236	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	**22 542**	**547 868**	**20 978**
Aux administrations publiques locales	-	-	-	22 542	547 868	20 978
Aux entreprises publiques locales	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Service de la dette	-	**951 423**	-	-	-	-
Autres dépenses	**26 796**	-	-	-	-	-
Total	**3 507 868**	**951 423**	-	**22 542**	**547 868**	**20 978**

Transferts	Dépenses en capital	Éliminations	Total	Fonction
Entreprises publiques locales				
	'000 $			
-	**36 684**	-	**787 775**	**Services généraux**
-	-	-	58 041	Exécutif et législatif
-	30 820	-	473 545	Gestion
-	5 864	-	256 189	Autres
-	**21 173**	-	**875 098**	**Protection de la personne et de la propriété**
-	-	-	28 865	Cours de justice
-	8 727	-	557 133	Police
-	7 670	-	241 599	Lutte contre les incendies
-	4 776	-	47 501	Autres
-	**410 761**	-	**1 151 884**	**Transports et communications**
-	29 639	-	166 617	Administration
-	284 388	-	473 080	Chemins et rues
-	19 312	-	248 065	Enlèvement de la neige
-	758	-	21 300	Circulation
-	179	-	5 090	Stationnement
-	2 970	-	82 973	Éclairage des rues
-	63 802	-	77 618	Transport en commun
-	847	-	965	Transport aérien
-	8 866	-	76 096	Autres transports routiers
-	-	-	**6 654**	**Santé**
-	-	-	**26 616**	**Bien-être**
-	**3 899**	-	**31 993**	**Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie**
-	**562 580**	-	**987 385**	**Environnement**
-	323 507	-	495 521	Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau
-	225 426	-	297 251	Canalisations d'égouts et traitement des eaux-vannes
-	9 889	-	158 286	Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets
-	-	-	2 866	Contrôle de la pollution
-	3 768	-	33 461	Autres
-	**88 632**	-	**577 528**	**Loisirs et culture**
-	14 813	-	404 830	Loisirs
-	70 600	-	167 853	Culture
-	4 219	-	4 845	Autres
-	-	-	**29 450**	**Logement**
-	**11 623**	-	**143 131**	**Planification et aménagement des régions**
-	9 928	-	71 133	Urbanisme et zonage
-	183	-	36 250	Aménagement urbain et régional
-	1 512	-	35 748	Autres
147 052	-	**591 388**	**147 051**	**Transferts**
-	-	591 388	-	Aux administrations publiques locales
147 052	-	-	147 051	Aux entreprises publiques locales
-	-	-	-	Autres
-	-	-	**951 423**	**Service de la dette**
-	**168 757**	**(14 248)**	**209 801**	**Autres dépenses**
147 052	**1 305 119**	**577 140**	**5 925 708**	**Total**

Tableau 2.5
Dépenses en immobilisations des administrations publiques locales par fonction et par composante, Québec, 1986

Fonction	Municipalités locales		Municipalités régionales		Administrations locales
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	
	'000 $				
Services généraux	33 258	319	1 870	1 237	36 684
Protection de la personne et de la propriété	20 748	425	-	-	21 173
Transports et communications	345 452	6 445	58 857	7	410 761
Environnement	399 215	26 517	136 811	47	562 590
Planification et aménagement des régions	11 440	-	-	183	11 623
Loisirs et culture	89 346	104	164	18	89 632
Autres	161 175	1 041	10 240	200	172 656
Total	1 060 634	34 851	207 942	1 692	1 305 119

Tableau 2.6
Actif financier des administrations publiques locales par composante, Québec, 31 décembre 1986

Actif financier	Municipalités locales		Municipalités régionales		Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté			
			'000 $				
Encaisse et dépôts	**359 322**	**3 491**	**2 851**	**6 429**	**372 093**	**-**	**372 093**
Encaisse	5 833	3 226	747	614	10 420	-	10 420
Dépôts dans les institutions financières	353 489	265	2 104	5 815	361 673	-	361 673
Effets à recevoir	**484 421**	**3 692**	**24 736**	**4 877**	**517 726**	**27 635**	**490 091**
Taxes	228 648	-	-	-	228 648	-	228 648
Des administrations publiques	129 378	2 906	20 736	3 426	156 446	27 635	128 811
Administration fédérale	16 360	-	-	274	16 634	-	16 634
Compensations tenant lieu de taxes	11 915	-	-	-	11 915	-	11 915
Transferts	4 445	-	-	274	4 719	-	4 719
Administration provinciale	82 718	1 515	10 553	1 735	96 521	-	96 521
Compensations tenant lieu de taxes	30 135	-	-	-	30 135	-	30 135
Transferts	52 583	1 515	10 553	1 735	66 386	-	66 386
Administrations locales	30 300	1 391	10 183	1 417	43 291	27 635	15 656
Autres effets à recevoir	126 395	786	4 000	1 451	132 632	-	132 632
Prêts et avances	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Placements	**89 831**	**1 122**	**132 818**	**160**	**223 931**	**-**	**223 931**
Hypothèques et contrats de vente	**2 666**	**-**	**-**	**-**	**2 666**	**-**	**2 666**
Autres actifs financiers	**39 560**	**113**	**188**	**110**	**39 971**	**18 434**	**21 537**
Total	**975 800**	**8 418**	**160 593**	**11 576**	**1 156 387**	**46 069**	**1 110 318**

Tableau 2.7
Passif des administrations publiques locales par composante, Québec, 31 décembre 1986

Passif	Municipalités locales		Municipalités régionales		Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté			
				'000 $			
Emprunts auprès d'institutions financières	**316 624**	**6 145**	**3 376**	**689**	**326 834**	**-**	**326 834**
Emprunts auprès des banques à charte	316 624	6 145	3 376	589	326 834	-	326 834
Emprunts auprès d'autres institutions financières	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts et avances	**1 220**	**50**	**-**	**-**	**1 270**	**-**	**1 270**
Des administrations publiques	1 220	50	-	-	1 270	-	1 270
Administration fédérale	-	-	-	-	-	-	-
Administration provinciale	1 220	50	-	-	1 270	-	1 270
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Effets à payer	**504 834**	**6 687**	**111 580**	**3 131**	**626 232**	**11 280**	**614 952**
Comptes de nature commerciale	294 335	5 666	109 793	1 875	411 669	-	411 669
Aux administrations publiques	83 070	586	-	891	84 547	11 280	73 267
Administration fédérale	10 302	-	-	29	10 331	-	10 331
Administration provinciale	62 815	-	-	121	62 936	-	62 936
Administrations locales	9 953	586	-	741	11 280	11 280	-
Autres effets à payer	127 429	435	1 787	365	130 016	-	130 016
Dette à long terme	**6 413 578**	**71 260**	**1 942 864**	**4 992**	**8 432 694**	**15 937**	**8 416 757**
Obligations détenues par	6 168 173	51 909	1 939 519	1 733	8 161 334	-	8 161 334
L'administration provinciale	129 453	-	8 260	-	137 713	-	137 713
Les entreprises publiques fédérales	130 950	-	36 015	-	166 965	-	166 965
Autres obligations payables	5 907 770	51 909	1 895 244	1 733	7 856 656	-	7 856 656
En monnaie canadienne	5 073 663	51 909	1 107 693	1 733	6 234 998	-	6 234 998
En devises étrangères	834 107	-	787 551	-	1 621 658	-	1 621 658
Autres titres détenus par	245 405	19 351	3 345	3 259	271 360	15 937	255 423
L'administration fédérale	1 105	-	-	-	1 105	-	1 105
L'administration provinciale	-	-	-	-	-	-	-
Les administrations locales	13 744	-	2 193	-	15 937	15 937	-
Autres	230 556	19 351	1 152	3 259	254 318	-	254 318
Autres passifs	**298 406**	**137**	**109 607**	**1 080**	**409 230**	**2 107**	**407 123**
Total	**7 534 662**	**84 279**	**2 167 427**	**9 892**	**9 796 260**	**29 324**	**9 766 936**

Tableau 2.8
Réconciliation des revenus généraux bruts des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 1986

Revenu	Municipalités locales		Municipalités régionales		Total non consolidé
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	
			'000 $		
Revenus courants selon les états financiers	**5 258 875**	**42 524**	**812 511**	**47 273**	**6 161 183**
Ajustements	**(66 403)**	**(983)**	**(26 903)**	**(1 450)**	**(95 739)**
Contributions de propres fonds	(5 457)	-	-	-	(5 457)
Recouvrements de propres fonds	(23 179)	-	-	(28)	(23 207)
Affectation de surplus	(142 480)	(983)	(27 874)	(1 545)	(172 882)
Subventions de capital	104 713	-	971	123	105 807
Éliminations	**(70 029)**	**-**	**-**	**-**	**(70 029)**
Services rendus à d'autres municipalités	(70 029)	-	-	-	(70 029)
Total	**5 122 442**	**41 541**	**785 609**	**45 824**	**5 995 416**

Tableau 2.9
Réconciliation des dépenses générales brutes des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 1986

Dépense	Municipalités locales		Municipalités régionales		Total non consolidé
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	
			'000 $		
Dépenses courantes selon les états financiers	**5 075 848**	**40 811**	**790 956**	**44 914**	**5 952 529**
Ajustements	**416 027**	**28 982**	**175 650**	**(389)**	**620 350**
Immobilisations à même les revenus	(149 703)	(3 027)	(7 459)	(1 207)	(161 396)
Contributions à d'autres fonds	(24 425)	-	-	(37)	(24 462)
Dépenses recouvrables d'autres fonds	(7 918)	-	-	-	(7 918)
Affectation de déficit	(3 421)	(50)	-	(246)	(3 717)
Remboursement de capital	(459 139)	(2 792)	(24 833)	(512)	(487 276)
Dépenses en immobilisations	1 060 634	34 851	207 942	1 692	1 305 119
Éliminations	**(70 029)**	**-**	**-**	**-**	**(70 029)**
Services rendus par d'autres municipalités					
Police	(3 433)	-	-	-	(3 433)
Protection contre l'incendie	(6 921)	-	-	-	(6 921)
Enlèvement de la neige	(727)	-	-	-	(727)
Aqueduc	(41 467)	-	-	-	(41 467)
Égouts	(775)	-	-	-	(775)
Enlèvement et destruction des ordures	(2 758)	-	-	-	(2 758)
Loisirs et culture	(2 340)	-	-	-	(2 340)
Service de la dette	(8 936)	-	-	-	(8 936)
Autres	(2 672)	-	-	-	(2 672)
Total	**5 421 844**	**69 792**	**966 606**	**44 606**	**6 502 848**

Tableau 2.10
Réconciliation de l'actif financier des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 31 décembre 1986

Actif	Municipalités locales		Municipalités régionales		Total non consolidé
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	
			'000 $		
Actif total[1]	**22 894 371**	**196 548**	**4 777 689**	**35 258**	**27 903 866**
Ajustements	**(21 650 443)**	**(187 669)**	**(4 368 154)**	**(23 475)**	**(26 229 741)**
Stocks	(47 379)	(93)	(202)	(14)	(47 688)
Déficits accumulés	(14 793)	-	-	(136)	(14 929)
Dépenses des règlements d'emprunt en cours	(2 870 385)	(54 502)	(2 245 454)	(309)	(5 170 650)
Refinancement en cours	(47 584)	-	(45)	-	(47 629)
Actifs immobilisés	(12 027 211)	(62 008)	(177 160)	(18 061)	(12 284 440)
Actifs immobilisés sujets à revente	(101 284)	-	(2 428)	-	(103 712)
Mode de remboursement de l'état de la dette à long terme	(6 490 063)	(71 066)	(1 942 865)	(4 955)	(8 508 949)
Dépenses financées à long terme	(51 744)	-	-	-	(51 744)
Éliminations	**(268 128)**	**(462)**	**(248 943)**	**(207)**	**(517 740)**
Effets à recevoir	(217 372)	(261)	(248 761)	(41)	(466 435)
Du fonds d'administration	(20 789)	-	-	-	(20 789)
Du fonds des règlements d'emprunt	(195 703)	(261)	(65 998)	(41)	(262 003)
Du fonds de roulement	(880)	-	(182 763)	-	(183 643)
Découvert de banque	(50 756)	(201)	(182)	(166)	(51 305)
Total	**975 800**	**8 418**	**160 593**	**11 576**	**1 156 387**

1. Sommation des actifs du fonds d'administration, du fonds des règlements d'emprunt, de l'état des actifs à long terme, du mode de remboursement de l'état de la dette à long terme et du fonds de roulement.

Tableau 2.11
Réconciliation du passif des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 31 décembre 1986

Passif	Municipalités locales		Municipalités régionales		Total non consolidé
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	
			'000 $		
Passif total[1]	**22 894 371**	**196 548**	**4 777 689**	**35 258**	**27 903 866**
Ajustements	**(15 091 580)**	**(111 805)**	**(2 361 318)**	**(25 159)**	**(17 589 863)**
Financement permanent des règlements d'emprunt en cours	(2 434 513)	(47 300)	(2 142 227)	(361)	(4 624 401)
Soldes disponibles de règlements d'emprunt	(28 838)	(69)	(4 480)	-	(33 387)
Mode de financement de l'état des actifs à long terme	(12 159 026)	(62 022)	(179 598)	(19 015)	(12 419 651)
Capital du fonds de roulement	(85 592)	-	-	-	(85 592)
Surplus accumulés	(383 611)	(2 414)	(35 023)	(5 783)	(426 831)
Éliminations	**(268 128)**	**(462)**	**(248 943)**	**(207)**	**(517 740)**
Effets à payer	(217 372)	(261)	(248 761)	(41)	(466 435)
Au fonds d'administration	(196 583)	(261)	(185 525)	(41)	(382 410)
Au fonds des règlements d'emprunt	(13 484)	-	-	-	(13 484)
Au fonds de roulement	(7 305)	-	(63 236)	-	(70 541)
Découvert de banque	(50 756)	(201)	(182)	(166)	(51 305)
Total	**7 534 662**	**84 279**	**2 167 427**	**9 892**	**9 796 260**
Excédent de l'actif financier sur le passif (excédent du passif sur l'actif financier)	(6 558 862)	(75 861)	(2 006 835)	1 684	(8 639 873)

1. Sommation des passifs du fonds d'administration, du fonds des règlements d'emprunt, du mode de financement de l'état des actifs à long terme, de l'état de la dette à long terme et du fonds de roulement.

Tableau 2.12
Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la source, Québec, 1983-1986

Source	1983	1984	1985	1986
		'000 $		
Revenus de sources propres	**3 674 071**	**3 884 518**	**4 115 008**	**4 475 256**
Impôts	2 819 443	2 970 623	3 138 044	3 420 017
Impôts fonciers et impôts connexes	2 744 101	2 906 575	3 060 993	3 319 459
Taxes foncières générales	1 788 596	1 802 834	1 910 960	2 085 660
Taxes foncières particulières	447 068	547 285	554 553	568 174
Taxes d'affaires	331 582	358 051	378 181	437 707
Subventions tenant lieu d'impôt foncier	86 976	99 401	111 190	116 726
Autres	89 879	99 004	106 109	111 192
Taxes sur les spectacles et sur les droits d'entrée dans les lieux de divertissement	22 930	23 535	23 669	24 742
Impôts divers	52 412	40 513	53 382	75 816
Vente de biens et services	589 446	646 468	701 965	786 891
À d'autres administrations publiques	2 134	4 575	5 663	4 063
À la collectivité	587 312	641 893	696 302	782 828
Revenus de placement	99 831	122 607	111 513	120 160
Autres revenus de sources propres	165 351	144 820	163 487	148 188
Transferts	**819 339**	**832 510**	**914 302**	**926 275**
À des fins générales	344 523	370 668	391 790	397 813
De l'administration fédérale	37 148	44 917	49 150	47 090
De l'administration provinciale	296 200	313 792	331 288	339 233
Des entreprises publiques fédérales	11 175	11 959	11 352	11 490
Autres	-	-	-	-
À des fins particulières	386 870	378 831	408 334	422 655
De l'administration fédérale	4 741	4 691	14 625	13 289
De l'administration provinciale	381 374	374 140	393 709	409 366
Autres	755	-	-	-
Subventions de capital	87 946	83 011	114 178	105 807
Total	**4 493 410**	**4 717 028**	**5 029 311**	**5 401 531**
Municipalités	4 290 017	4 506 642	4 777 541	5 122 442
Régies intermunicipales	..	20 287	23 341	41 541
Communautés urbaines et régionales	676 488	691 022	755 245	785 609
Total, Municipalités régionales de comté	39 848	42 959	43 014	45 824
Total, Éliminations	512 943	543 882	569 830	593 885

Tableau 2.13
Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction, Québec, 1983-1986

Fonction	1983	1984	1985	1986
		'000 $		
Services généraux	**905 252**	**964 080**	**772 410**	**787 775**
Exécutif et législatif	39 587	43 332	52 648	58 041
Gestion	435 625	417 951	446 084	473 545
Contributions de l'employeur	273 867	321 004	-[1]	-[1]
Autres	156 173	181 793	273 678	256 189
Protection de la personne et de la propriété	**646 645**	**660 863**	**827 091**	**875 098**
Cours de justice	25 406	23 102	26 894	28 865
Police	423 012	433 913	537 502	557 133
Lutte contre les incendies	187 579	192 739	231 318	241 599
Autres	10 648	11 109	31 377	47 501
Transports et communications	**870 804r**	**909 272r**	**1 058 643**	**1 151 804**
Administration	121 303	132 864	162 826	166 617
Chemins et rues	332 364	363 786	429 979	473 080
Enlèvement de la neige	220 788	225 773	227 292	248 065
Éclairage des rues	84 978	97 181	78 969	82 973
Circulation	26 562	30 488	28 582	21 300
Stationnement	5 677	5 886	6 241	5 090
Transport en commun	66 579r	40 715r	57 953	77 618
Transport aérien	-	-	1 098	965
Autres transports routiers	12 553	12 579	65 703	76 096
Santé	**5 329**	**5 847**	**6 760**	**6 654**
Bien-être	**21 316**	**23 387**	**27 040**	**26 616**
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	**20 901**	**23 901**	**28 751**	**31 993**
Environnement	**596 636**	**626 748**	**839 241**	**987 385**
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	256 817	314 388	448 770	495 521
Canalisation d'égouts et traitement des eaux-vannes	189 554	173 742	212 947	297 251
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets	137 619	124 756	147 285	158 286
Contrôle de la pollution	2 307	2 415	3 073	2 866
Autres	10 339	11 447	27 166	33 461
Loisirs et culture	**411 028**	**439 526**	**556 982**	**577 528**
Loisirs	263 294	285 931	374 563	404 830
Culture	89 054	95 073	178 258	167 853
Autres	58 680	58 522	4 161	4 845
Logement	**33 820**	**31 981**	**31 803**	**29 450**
Planification et aménagement des régions	**105 643**	**116 633**	**129 755**	**143 131**
Urbanisme et zonage	43 379	47 117	66 287	71 133
Aménagement urbain et régional	38 792	45 118	33 589	36 250
Autres	23 472	24 398	29 879	35 748
Transferts aux entreprises publiques locales	**126 124r**	**130 274r**	**127 440**	**147 051**
Service de la dette	**773 686**	**839 082**	**904 229**	**951 423**
Autres dépenses	**118 292**	**209 185**	**278 169**	**209 801**
Total	**4 635 476**	**4 980 779**	**5 588 313**	**5 925 708**
Municipalités	4 339 550	4 667 388	5 153 491	5 421 844
Régies intermunicipales	..	18 266	38 196	69 792
Communautés urbaines et régionales	766 006	789 218	905 791	966 606
Municipalités régionales de comté	39 274	41 647	42 835	44 606
Éliminations	509 354	535 742	552 000	577 140

1. Les contributions de l'employeur ne font plus l'objet d'un poste distinct.

Tableau 2.14
Actif financier des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre, 1983-1986

Actif financier	1983	1984	1985	1986
		'000 $		
Encaisse et dépôt	**321 405**	**328 074**	**355 944**	**372 083**
Encaisse	5 637	7 417	7 968	10 420
Dépôts dans les institutions bancaires	315 768	320 657	347 976	361 673
Effets à recevoir	**506 298**	**453 686**	**438 840**	**480 091**
Taxes	240 207	223 101	215 904	228 648
Des administrations publiques	145 097	113 189	111 543	128 811
Administration fédérale	22 028	13 448	15 860	16 634
Compensations tenant lieu de taxes	13 826	10 779	9 785	11 915
Transferts	8 202	2 669	6 075	4 719
Administration provinciale	107 576	84 134	80 025	96 521
Compensations tenant lieu de taxes	27 651	29 235	28 265	30 135
Transferts	79 925	54 899	51 760	66 386
Administrations locales	15 493	15 607	15 658	15 656
Autres effets à recevoir	120 995	117 396	111 393	132 632
Prêts et avances	**140**	**-**	**-**	**-**
Placements	**184 580**	**175 029**	**111 903**	**225 931**
Hypothèques et contrat de vente	**3 232**	**1 921**	**1 585**	**2 666**
Autres actifs financiers	**40 090**	**36 208**	**34 416**	**21 537**
Total	**1 055 747**	**994 918**	**942 688**	**1 110 318**
Municipalités	940 784	898 608	859 000	975 800
Régies intermunicipales	..	3 777	5 463	8 418
Communautés urbaines et régionales	120 304	103 666	99 852	160 593
Municipalités régionales de comté	9 380	9 757	9 632	11 576
Éliminations	14 721	20 890	31 229	46 069

Tableau 2.15
Passif des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre, 1983-1986

Passif	1983	1984	1985	1986
		'000 $		
Emprunts auprès d'institutions financières	**174 338**	**277 364**	**315 608**	**326 854**
Emprunts auprès des banques à charte	169 574	271 468	315 608	326 854
Emprunts auprès d'autres institutions financières	4 764	5 896	-	-
Emprunts et avances	**5 077**	**8 672**	**2 592**	**1 270**
Des administrations publiques	5 077	8 672	2 456	1 270
Administration fédérale	5 008	7 663	425	-
Administration provinciale	69	1 009	2 031	1 270
Autres	-	-	136	-
Effets à payer	**490 430**	**542 053**	**608 370**	**614 952**
Comptes de nature commerciale	267 373	282 550	381 069	411 669
Aux administrations publiques	3 699	3 839	59 680	73 267
Administration fédérale	314	467	2 672	10 331
Administration provinciale	3 385	3 372	57 008	62 936
Autres effets à payer	219 358	255 664	167 621	130 016
Dette à long terme	**7 088 822**	**7 349 377**	**7 736 022**	**8 416 757**
Obligations détenues par	6 910 312	7 263 883	7 558 597	8 161 334
L'administration provinciale	153 077	156 572	136 386	137 713
Les entreprises publiques fédérales	161 360	174 357	176 635	166 965
Autres obligations payables	6 595 875	6 932 954	7 245 576	7 856 656
En monnaie canadienne	4 900 662	5 191 767	5 619 936	6 234 998
En devises étrangères	1 695 213	1 741 187	1 625 640	1 621 658
Autres titres détenus par	188 510	85 494	177 425	255 423
L'administration fédérale	2 817	832	1 257	1 105
L'administration provinciale	-	-	-	-
Les administrations locales	27 270	13 745	19 477	-
Autres	158 423	70 917	156 691	254 318
Autres passifs	**260 427**	**265 981**	**326 979**	**407 123**
Total	**8 029 084**	**8 443 447**	**8 989 571**	**9 766 936**
Municipalités	6 337 010	6 613 932	7 007 241	7 534 662
Régies intermunicipales	..	42 245	59 818	84 279
Communautés urbaines et régionales	1 704 376	1 798 363	1 925 691	2 167 427
Municipalités régionales de comté	10 303	10 225	10 220	9 892
Éliminations	22 595	21 318	13 399	29 324

Cette publication présente les statistiques financières des administrations publiques locales du Québec pour 1986. Les données sur les municipalités, les régies intermunicipales (excluant les conseils intermunicipaux de transport), les communautés urbaines et régionales et les municipalités régionales de comté proviennent des rapports financiers transmis au ministère des Affaires municipales par chacune des composantes. Quant aux données sur les conseils intermunicipaux de transport, elles sont obtenues du ministère des Transports du Québec.

Plusieurs différences existent entre les pratiques comptables usuelles des administrations publiques locales et les concepts définis par le système statistique de gestion des finances publiques[1]. Aussi, afin de respecter les notions de revenus et dépenses généraux bruts, d'actif financier et de passif du système de référence, il faut ajuster les chiffres primaires (courants) contenus dans les rapports financiers des intervenants avant de pouvoir les consolider.

Ces ajustements ont pour objet d'assurer la présentation de données financières:

- ne résultant que des opérations se rapportant à l'exercice financier en cours,
- ne résultant que des opérations propres à chacun des fonds des intervenants,
- selon la notion de revenus et dépenses bruts par la prise en compte des dépenses en immobilisations et des subventions de capital correspondantes.

Ces procédures d'ajustement sont les suivantes:

- des revenus courants, il faut éliminer les surplus réalisés lors d'exercices financiers antérieurs et les recouvrements d'autres fonds. Pour calculer les revenus bruts, il faut ajouter les subventions de capital versées par d'autres niveaux d'administration publique;

- des dépenses courantes, il faut déduire celles générées des immobilisations financées à même les revenus, de l'appropriation des déficits des exercices financiers antérieurs, des remboursements de capital sur la dette à long terme et des dépenses recouvrables d'autres fonds. Pour calculer les dépenses brutes, il faut ajouter les dépenses en immobilisations;

- de l'actif, il faut déduire les actifs non financiers, les actifs non pertinents (règlements d'emprunts en cours, refinancements en cours, mode de remboursement de la dette à long terme) et les déficits accumulés;

- du passif, il faut déduire les montants affectés aux règlements d'emprunt en cours et les soldes disponibles sur règlement d'emprunt (ces emprunts figurant déjà à la dette à long terme), les passifs non pertinents (mode de financement des actifs à long terme), et les surplus et réserves.

Lorsque les données primaires sont ramenées sur la base du système de référence, il est alors possible de procéder à la consolidation des données.

---

1. Statistique Canada, Le système statistique de gestion des finances publiques, catalogue 68-507F, mars 1984, Ottawa.

Cette consolidation permet d'établir le plus fidèlement possible une mesure de l'ensemble des opérations des composantes des administrations publiques locales comme si elles faisaient partie d'un seul et même organisme. Pour ce faire, il faut éliminer les transactions entre les divers fonds ou composantes des intervenants pour éviter une double comptabilisation des données.

La consolidation des administrations publiques locales s'effectue à deux niveaux soit: 1 - consolidation au sein d'une même administration par l'élimination des transactions entre les fonds ou entre les intervenants; 2 - consolidation au sein des administrations publiques locales par l'élimination des transactions entre ses composantes.

Les ajustements, par contre, ne se font qu'à un seul niveau, soit à la première étape, lors de la consolidation au sein d'une même administration. En effet, une fois que les ajustements ont été faits au sein d'une même administration, il n'est pas nécessaire de procéder à des ajustements supplémentaires lors de la consolidation avec d'autres administrations puisque les données, à ce stade, sont déjà conformes au système de référence. Les tableaux 2.8 à 2.11 montrent ces ajustements ainsi que la consolidation de première étape effectuée sur les données primaires.

En théorie, lors de la consolidation des données, les éliminations du côté des revenus (de l'actif) et du côté des dépenses (du passif) devraient s'égaler. En pratique, cette égalité dans les données des états financiers n'est pas toujours constatée, la principale raison étant que le niveau de désagrégation des données ne permet pas l'identification de toutes les transactions financières.

De façon générale, lors de la consolidation de deux intervenants, si une transaction ne peut être vérifiée que dans les comptes d'un seul d'entre eux, nous éliminons à la fois du côté des revenus et du côté des dépenses, ou du côté de l'actif et du côté du passif le montant identifié.

Par ailleurs, lorsque deux intervenants enregistrent des montants différents pour une transaction et que la différence se situe dans d'autres postes du rapport financier, sans être identifiable, le plus élevé des montants est éliminé à la fois du côté des revenus et du côté des dépenses ou du côté de l'actif et du côté du passif.

Finalement, lorsque deux intervenants enregistrent des montants différents pour une transaction et que la différence ne se retrouve pas ailleurs dans les comptes, nous retenons comme valeur à consolider le montant déclaré par l'intervenant qui verse le transfert (revenus et dépenses) ou par l'intervenant qui détient les titres de l'autre (bilan). Nous devons alors procéder à un ajustement comptable dans les états financiers pour maintenir l'équilibre des comptes.

Ainsi, lors de la consolidation, nous déduisons des revenus et des dépenses la somme inscrite par l'intervenant qui effectue la dépense. Si ce montant est inférieur à celui enregistré par l'intervenant bénéficiaire, l'écart est éliminé des revenus et du poste autre actif. Si ce montant est supérieur à celui inscrit par l'intervenant bénéficiaire, l'écart est ajouté aux revenus et au poste autre actif.

De la même façon, nous déduisons de l'actif et du passif le montant inscrit à l'actif. Si ce montant est inférieur à celui enregistré au passif, l'écart est éliminé du passif et du poste autres dépenses. Si ce montant est supérieur à celui enregistré au passif, l'écart est ajouté au passif et au poste autres dépenses.

Dans nos tableaux statistiques, les résultats de la consolidation et des

ajustements comptables sont enregistrés simultanément sous la colonne éliminations.

Ainsi, en 1986, afin de présenter le plus fidèlement possible une mesure de l'ensemble des opérations des administrations publiques locales comme si elles faisaient partie d'un seul et même organisme, nous avons éliminé des revenus et du passif ainsi que des dépenses et de l'actif un montant identique de 623,2 millions de dollars.

Du côté des revenus, nous avons éliminé un montant de 593,9 millions de dollars. Cette somme représente les "contributions" ou "répartitions" reçues des municipalités de même que le montant des services rendus aux municipalités par les régies intermunicipales (23,4 millions de dollars), par les communautés urbaines et régionales (547,9 millions de dollars) et par les municipalités régionales de comté (22,6 millions de dollars).

En contrepartie de ces éliminations du côté des revenus,nous avons déduit 577,1 millions de dollars du côté des dépenses.

Par ailleurs, lors de la consolidation du bilan des administrations locales, nous avons retranché des montants respectifs de 46,1 millions et 29,3 millions de dollars de l'actif financier et du passif. Ces données représentent les comptes à recevoir et à payer ainsi que la dette à long terme détenue entre les administrations publiques locales. La différence entre les éliminations du côté de l'actif financier et du passif s'explique par les montants qui sont différents dans les divers postes des administrations concernées et par l'écart entre les revenus et les dépenses qui est éliminé de l'actif financier.

Au Québec, les organismes qui composent le secteur public se retrouvent à trois niveaux: fédéral, provincial et local. Le secteur public au Québec comprend les administrations publiques et les entreprises publiques des niveaux fédéral, provincial et local. Le lecteur trouvera dans le document intitulé Univers du secteur public au Québec[1], une définition de ce secteur ainsi qu'une description globale de ses composantes. La présente publication englobe les opérations financières des administrations publiques locales. Celles-ci sont des structures administratives autonomes qui exercent leur compétence sur une partie du territoire. C'est en raison de cette autonomie qu'on peut parler de décentralisation, soit de l'administration centrale, soit de l'administration régionale.

Au Québec, les administrations publiques locales sont des structures administratives décentralisées de l'administration publique provinciale. On y retrouve les municipalités locales et les municipalités régionales.

MUNICIPALITÉS LOCALES

Les municipalités locales comprennent les municipalités, les régies intermunicipales et les offices municipaux d'habitation. Toutefois, la présente publication ne couvre pas les offices municipaux d'habitation.

Municipalités

Une municipalité constitue un territoire organisé aux fins de l'administration municipale. Au Québec, les municipalités sont régies principalement par le Code municipal ou par la Loi sur les cités et villes.

Au niveau des adminisrations publiques locales, seules les municipalités imposent directement leurs contribuables. Les municipalités régionales ont aussi ce droit, mais ne s'en sont pas prévalues jusqu'à présent.

La section des activités municipales (municipalités) regroupe les fonctions suivantes: l'administration générale, la sécurité publique (police et incendie), le transport routier, l'hygiène du milieu (aqueduc, égouts et enlèvement et destruction des ordures), la santé et le bien-être, l'urbanisme et la mise en valeur du territoire et les loisirs et la culture.

Offices municipaux d'habitation

Pour ce qui est des offices municipaux d'habitation (O.M.H.), leurs activités s'apparentent à celles de la Société d'habitation du Québec et sont régies par la même loi (L.R.Q., c.S-8).

Le but des offices municipaux d'habitation est d'acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu. Le loyer exigé ne couvre qu'une partie des coûts d'exploitation des habitations. La différence est financée par les deniers publics, c'est-à-dire par le biais de prêts ou de subventions des municipalités et de transferts de la Société d'habitation du Québec. Les conditions de travail des employés des offices municipaux d'habitation sont déterminées par la SHQ.

---

1. Bureau de la statistique du Québec, Univers du secteur public au Québec 1986, premier trimestre 1987.

Régies intermunicipales

Les régies intermunicipales sont des organismes regroupant, par voie d'entente, deux ou plusieurs municipalités désireuses d'établir une gestion commune de services municipaux, de biens ou de travaux. Elles ont sensiblement les mêmes pouvoirs légaux qu'une municipalité en ce qui a trait à l'administration des services.

MUNICIPALITÉS RÉGIONALES

Les municipalités régionales comprennent les communautés urbaines et régionales et les municipalités régionales de comté.

Communautés urbaines et régionales

Les communautés urbaines et régionales ont été créées par le gouvernement du Québec dans le but de répartir les ressources et les tâches d'une façon plus équitable et efficace par la mise en commun de services d'un certain nombre de municipalités. Elles sont financées principalement sous forme de quote-part des municipalités membres et par des subventions du gouvernement du Québec.

Ces communautés sont la Communauté urbaine de Montréal, la Communauté urbaine de Québec et la Communauté régionale de l'Outaouais. Elles regroupent respectivement 29, 13 et 11 municipalités.

Nous ajoutons à cette catégorie, l'Administration régionale Kativik, qui a sensiblement les mêmes fonctions que les communautés municipales. Celle-ci est financée presque entièrement par des subventions gouvernementales. L'Administration régionale Kativik pourrait théoriquement prélever une quote-part des municipalités membres. Cet organisme regroupe 13 municipalités.

Municipalités régionales de comté

Les municipalités régionales de comté ont été créées en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19,1) et elles sont régies à la fois par cette loi et par le Code municipal.

Elles regroupent toutes les municipalités d'une même région d'appartenance. Toutes les municipalités québécoises au sud du 55e parallèle appartiennent à une municipalité régionale de comté, à l'exception des municipalités membres des communautés urbaines et régionales et de la municipalité de la Baie-James. Il y a 95 municipalités régionales de comté.

Les municipalités régionales de comté possèdent les pouvoirs des anciennes corporations de comté, c'est-à-dire, fournir des services de nature régionale, que chacune des municipalités membres n'était pas en mesure de s'offrir, et veiller à la gestion des territoires non municipalisés ou non organisés. À ces anciens pouvoirs, s'ajoutent les responsabilités en matière d'aménagement définies par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.